

Nouveaux Cahiers du socialisme

Les classes sociales au prisme de la financiarisation

Audrey Laurin-Lamothe

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Number 21, Winter 2019

Penser la Grande Transition : utopies et stratégies

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90581ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Laurin-Lamothe, A. (2019). Les classes sociales au prisme de la financiarisation. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 91–97.

Les classes sociales au prisme de la financiarisation

Audrey Laurin-Lamothe

Professeure adjointe au département de science sociale de l'Université York

Dans ce texte, nous proposons quelques pistes de réflexion pour repenser les classes sociales. Il s'agit ainsi de regarder la conceptualisation des classes sociales au prisme des transformations économiques récentes et par là comprendre les nouvelles formes d'exploitation financière.

Le schéma de Marx

Dans les travaux de Marx, qui ont forgé la pensée sur les classes sociales dans la modernité, le concept de classes sociales réfère à deux classes sociales (prolétariat et bourgeoisie), dont la relation de dépendance est réciproque, conflictuelle et antagoniste. Le conflit prend place dans le mode de production lui-même et s'organise autour du rapport capital-travail. Marx distingue les classes « en soi » et les classes « pour soi »; les premières étant le résultat d'un découpage dichotomique des positions réelles dans le mode de production capitaliste, sans que ce découpage implique *a fortiori* une représentation partagée de la situation par les individus, alors que les secondes vont de pair avec la conscience d'intérêts communs¹. La conscience de classe n'advient alors que lorsque les classes sont vécues et représentées sous le mode d'intérêts qui opposent l'une à l'autre.

1 Karl Marx, *Œuvres 1. Misère de la philosophie*, Paris, Gallimard, p. 134-135.

Marx n'est toutefois pas le premier théoricien à utiliser la notion de classes sociales², mais il est le premier à théoriser la subjectivité politique que cette notion peut contenir. Cette distinction entre classes sociales nominales (en soi) et classes sociales comme puissance d'agir (pour soi) traverse évidemment les travaux de la sociologie au cours du XX^e siècle.

Les travaux théoriques succédant à Marx ont toutefois marginalisé le caractère antagoniste des classes, initialement posé par lui. En effet, le développement de la grande entreprise et de l'État a donné lieu à une multiplication intra-organisationnelle des instances de décision et à une professionnalisation de certains groupes de travailleurs et travailleuses. La diffusion dans la hiérarchie sociale de l'exercice de l'autorité, de la détention de moyens de coercition et de ressources diverses (politiques, éducationnelles, médiatiques, etc.), ainsi que de l'accès à un certain capital a amené des sociologues à remettre en question l'existence d'un conflit social structurant autour du capital et du travail. Certains d'entre eux, comme Pierre Bourdieu ou Erik Olin Wright, invitent à repenser la hiérarchie sociale en intégrant des théories marxistes autant que wébériennes. Bourdieu a proposé le concept d'*habitus* pour rendre compte de la manière d'agir et de penser des individus, une manière liée à l'héritage et à l'actualisation continue de différents types de capitaux (culturel, symbolique, économique, social) dans divers champs où sont reproduits les rapports de classe, suivant des logiques spécifiques à chaque champ³. Wright a, quant à lui, tenté de résoudre cette énigme théorique en proposant une lecture des relations sociales à partir de trois propriétés distinctes et complémentaires : les relations sociales d'autorité propres au procès de production, de détention différenciée du capital liquide et de détention différenciée du capital immobile. L'occupation d'une position privilégiée à l'intérieur d'un type ou de plusieurs de ces types de relations sociales donne lieu à ce que Wright appelle des « positions de classes contradictoires », qui ont notamment pour conséquence que les travailleurs et les travailleuses s'identifient aux intérêts du capital⁴. Les travaux de ces deux sociologues ont toutefois tendance à nous laisser sans réponse quant à la puissance d'agir des individus, se retranchant plutôt dans la tradition nominaliste des classes sociales, dans laquelle les occupations socioprofessionnelles sont considérées comme le facteur déterminant.

Resituer le débat dans l'espace économique, d'où émerge le concept marxien de classes sociales, implique de se questionner sur les nouveaux modes d'exploitation économique qui se sont développés de façon concomitante au procès de production

2 Pour François Quesnay (1694-1774), la société est divisée entre classe productive, classe des propriétaires et classe stérile. Saint-Simon (1760-1825) postulait trois classes : les nobles, les bourgeois et les industriels.

3 Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 88.

4 Eric Olin Wright, *Class Structure and Income Determination*, New York, Academic Press, 1979, p. 19-55.

traditionnel. Dans le champ de l'exploitation économique, l'exploitation financière rendue possible par la financiarisation est un développement tout à fait récent dans le capitalisme, qui doit être pris en compte dans le renouvellement de la pensée sur les classes sociales.

La financiarisation

La financiarisation est « le processus d'accumulation par lequel les profits sont générés à partir de canaux financiers plutôt que par le commerce ou la production de biens⁵ ». Ce mode d'accumulation n'implique pas que le mode de production industrielle n'existe plus, mais bien qu'il soit encadré et transformé par un circuit financier qui devient déterminant. Ce circuit financier ne s'accroche pas uniquement au schéma A-M-A'⁶, mais repose sur une série de transformations institutionnelles et structurelles qui ont transformé les entreprises et incité la population à y jouer un rôle déterminant, par leur inclusion financière. Ainsi, la financiarisation implique un régime d'accumulation financière plutôt qu'industrielle, la primauté de la création de valeur actionnariale dans l'orientation des activités des entreprises et, finalement, l'accroissement de l'emprise de la finance dans la vie quotidienne⁷.

L'exploitation financière se distingue de l'exploitation économique en prenant appui sur les mécanismes de l'exploitation du travail, tout en tirant son expansion et sa force du salaire et de l'insuffisance de ce salaire pour atteindre les normes de consommation et de production du capitalisme contemporain. En effet, le développement du néolibéralisme s'est accompagné d'une forte répression des mouvements syndicaux dont une des conséquences a été la stagnation des salaires par rapport à la productivité et au coût de la vie, une stagnation qui a nourri l'exploitation financière.

Ce que j'ai appelé l'inclusion financière désigne premièrement la collecte bancaire de l'épargne, sa massification et son placement sur les marchés financiers par des organisations gestionnaires d'épargne. Une partie du salaire, devenu épargne, fait donc l'objet d'une exploitation financière qui permet à une nouvelle frange du milieu financier de développer des activités de placements, en réinjectant dans le circuit de valorisation financière la partie du salaire qui n'est pas consacrée à la consommation. Deuxièmement, de nouvelles règles financières ont permis aux banques et aux sociétés cotées de développer des instruments de crédit qui leur permettent de diminuer leur exposition au risque de non-remboursement. La prolifération des formes de crédits bancaires (hypothèques, hypothèques inversées

5 Greta Krippner, « Financialization of the American economy », *Socio-Economic Review*, vol. 3, n° 2, 2005, p. 174.

6 Argent-Marchandise-Argent accompagné de plus-value. (NdR).

7 Natascha van der Zwan, « Making sense of financialization », *Socio-Economic Review*, vol. 12, n° 1, 2014, p. 99-129.

pour les aînées, marge, prêt-auto, prêts étudiants) et non bancaires (cartes de crédit de compagnies) est rendue possible par la diffusion du recours à la titrisation des créances des particuliers⁸.

L'inclusion financière s'est accompagnée d'un discours utopique sur la fin des classes sociales. Ce discours s'est d'abord appuyé sur l'accès généralisé à la propriété foncière grâce aux prêts hypothécaires après la Deuxième Guerre mondiale. En même temps, la croissance des entreprises cotées en bourse a fait miroiter la promesse de démocratisation des activités financières, notamment les activités de placement, par l'actionnariat. La productivité des entreprises, la montée des salaires et la sécurisation du statut de salarié-e résument la configuration économique et institutionnelle de la première période d'inclusion financière, qui s'est étendue des années 1950 aux années 1970.

L'accumulation financiarisée

La deuxième période d'inclusion financière est propre au régime d'accumulation financiarisée. Les gestionnaires de fonds ainsi que les autres investisseurs institutionnels (banques, fonds spéculatifs, fonds de pension, etc.) ont acquis une puissance sans précédent sur les activités économiques des entreprises. En privilégiant le circuit financier duquel ils tirent leur pouvoir par rapport aux autres acteurs économiques, plus dépendants du circuit industriel, les investisseurs institutionnels militent pour transformer les décisions d'investissement des entreprises non financières autant que financières, dont les principales répercussions sont la flexibilisation des emplois, le recours à la sous-traitance et plus généralement la valorisation des activités financières aux dépens des activités industrielles. Cette mutation au sein des entreprises a permis un décrochage entre les profits des grandes firmes et le salaire des travailleurs et travailleuses, qui se sont tournés vers des instruments et des modes de revenu financiers pour maintenir leur niveau de consommation.

Le ralentissement de la croissance économique et la stagnation des salaires dans l'économie financiarisée ont exacerbé, alimenté et généralisé les moyens d'exploitation financière. L'endettement des ménages est inhérent à la dynamique d'exploitation financière, et son taux a grandement augmenté depuis les années 1990, comme le démontre entre autres le temps de travail nécessaire au remboursement

8 La titrisation est le mécanisme par lequel banques et compagnies créent des titres à partir des dettes des ménages (et des entreprises), permettant à l'organisation créditrice de se débarrasser du risque de non-remboursement en les mettant à la disposition d'autres acteurs financiers à la recherche d'un rendement spéculatif.

des hypothèques qui a doublé depuis 1980⁹. Le patrimoine immobilier est utilisé de plus en plus comme un actif financier et une possibilité d'endettement, plutôt que comme un bien d'usage, incitant les individus à développer un esprit spéculatif à l'égard de leur propriété¹⁰. Bien que marginal, les plateformes de location et de partage de voitures, de logements ou autres actifs détenus par les individus ont proliféré au cours des dernières années pour devenir, au-delà du discours bon enfant, un revenu incontournable pour certains.

La crise financière ici et ailleurs a d'ailleurs alimenté ces tendances et a ébranlé plus que jamais ces fondements identitaires de la classe moyenne que sont l'accès à la propriété et le statut de salarié-e. Cela peut s'illustrer autant dans les indicateurs d'emploi et de contrats d'emploi non conventionnels qui ont crû dans le régime financiarisé, dans le recul de la propriété foncière au profit du logement locatif que dans la diminution du nombre des ménages s'identifiant à la classe moyenne.

Pour les bas revenus, l'inclusion financière se présente sous la forme d'un crédit stigmatisant à des taux d'intérêt usuriers, qui entraîne un endettement insoutenable. Pour les hauts revenus, l'inclusion financière se révèle par un endettement qui sert d'effet levier pour engendrer d'autres revenus, ainsi que des activités de placement accrues et diversifiées, dont certaines servent d'abris fiscaux. On promet ainsi, par la culture de l'investissement, l'accès à la propriété et à la mobilité sociale par l'endettement pour les classes moyennes et l'enrichissement spéculatif pour les plus nantis. Combinées à la privatisation des services publics, à leur tarification plus coûteuse, ainsi qu'à la diminution de l'accès pour certains d'entre eux, les politiques néolibérales et austéritaires contribuent à l'accentuation de l'exploitation financière.

Le rapport entre débiteur et créancier s'est également transformé avec la généralisation d'une évaluation individuelle du risque qui classe et hiérarchise les individus et détermine l'imposition de taux d'intérêt différenciés. La privation des moyens de subsistance et de reproduction qui est la condition d'existence à l'origine de l'entrée dans le salariat est, dans le régime financiarisé, conjuguée à l'endettement comme second incitatif qui renforce la relation de dépendance au travail. Les organisations financières déterminent les conditions d'accès au crédit et d'insertion du salariat comme condition préalable au remboursement. Toutefois, la déconnexion spatiale entre le lieu de lutte pour le salaire et le lieu de lutte pour le prêt contribue à l'impuissance des individus face aux créanciers.

9 Fletcher Baragar et Mario Seccareccia, « Financial restructuring: implications of recent Canadian macroeconomic developments », *Studies in Political Economy*, vol. 82, n° 1, 2016, p. 61-83.

10 Louis Gaudreau, « Quand le domicile devient un actif financier. Économie politique de la financiarisation du marché de l'habitation au Canada », *Revue Française de Socio-Économie*, vol. 18, n° 1, 2017, p. 143-163.

Sur le plan des discours et des représentations sociales, l'inclusion financière est associée à une diffusion de l'esprit entrepreneurial et comptable, une forte responsabilisation individuelle, une stigmatisation de la personne endettée et une aversion pour le recours à la faillite personnelle. Une norme basée sur les grands principes de l'investisseur financier se diffuse autant au travers des conseils et services financiers que dans les cours de littératie financière dispensés dans les écoles primaires et secondaires au Canada, où l'endettement est tour à tour décrié pour les dépenses courantes, mais encouragé pour les études ou l'accès à la propriété parce qu'il assurerait l'égalité des chances. Force est de constater d'ailleurs qu'après les décennies 1960 et 1970, lors desquelles l'État était l'instance légitime d'endettement afin d'assurer le développement économique et social de la collectivité, la forme d'endettement acceptable à l'époque contemporaine est individuelle et axée sur la propriété immobilière et la diplomation.

Avec leur inclusion financière contrainte, les individus, hommes et femmes, exercent des positions contradictoires qui s'ajoutent aux positions préexistantes d'exploitation économique. Ils sont toujours salariés et vendeurs de leur force de travail. Mais, par les médiations juridiques et organisationnelles du capitalisme financiarisé, ils deviennent en même temps actionnaires et propriétaires fonciers. La propriété change elle aussi de forme, et les organisations de placement tirent leur pouvoir d'exploitation financière du contrat juridique qui place les épargnants sous le statut de mineur déléguant les décisions de placement au seul gestionnaire de l'organisation. Comme salariés, les individus souhaitent une augmentation de salaire, mais comme détenteurs d'actions par le biais de fonds de pension, ils travaillent à freiner leur rapport de force contre le capital. Comme détenteurs de propriété foncière qui leur sert de revenu, ils cherchent également à sécuriser leur position sur le marché immobilier en augmentant l'attrait de leur propriété.

Idéologie néolibérale axée sur l'individualisation

Ces contradictions dans les rôles multiples que l'inclusion financière attribue aux individus posent la question de la capacité collective de construction d'un univers politisé, qui permettrait d'affronter un champ de l'exploitation économique somme toute peu développé dans la littérature. Si l'usine a été le lieu de cristallisation de l'exploitation économique, permettant en même temps une expérience collective partagée de l'exploitation, nous pouvons à juste titre nous demander si l'exploitation financière, elle, peut s'inscrire dans un lieu collectif et politisé, car elle semble trouver sa force de coercition dans l'espace privé qu'est devenue la famille, avec le développement du capitalisme d'après-guerre.

La financiarisation introduit une discipline alimentée à la fois par une idéologie néolibérale axée sur l'individualisation et par l'enfermement du souci financier dans

l'espace privé de la maison et de la quotidienneté. En somme, quels sont les leviers de politisation de l'expérience de l'exploitation financière qui permettrait l'émergence d'une conscience de classe ? Quels outils conceptuels sont susceptibles d'être mobilisés dans la construction d'une « classe pour soi » à l'ère du capitalisme financiarisé ? Il semble que la financiarisation pose un véritable défi de production d'une contre-force susceptible de mobiliser les individus sur la base de leurs conditions économiques et de leurs conditions d'exploitation financière. Dans ces circonstances, les moyens mis en œuvre par les collectivités pour continuer de sécuriser l'accès des individus au logement, à la nourriture et à l'éducation constituent des remparts nécessaires contre l'inclusion et l'exploitation financières.

